

Prof. Nicole Guimezanes

# Introduction au droit français

B 56 312  
Juristische Gesamtbibliothek  
Technische Universität Darmstadt



Nomos Verlagsgesellschaft  
Baden-Baden

# Table des Matieres

Index des Abreviations	21
1. <i>Introduction</i>	23
1.1. Traditions, divisions et sources du droit	23
1.1.1. La tradition juridique	23
A. La période antérieure à la codification	23
I. L'Ancien régime	23
1. La diversité des coutumes	24
2. Le renouveau du droit romain	24
3. La faible influence du pouvoir royal	24
4. L'importance de la doctrine	25
II. La période du droit intermédiaire	25
B. La codification	26
C. L'évolution du droit depuis les codifications napoléoniennes	26
1.1.2. Les divisions du droit	27
A. La distinction traditionnelle	27
B. La remise en cause de la distinction entre droit public et droit privé	28
C. L'extension des branches du droit	29
1.1.3. Les sources du droit	29
A. La loi	30
B. La hiérarchie des lois	31
C. La coutume	32
D. La jurisprudence	32
E. Le droit international et le droit communautaire	34
F. Les autorités: la doctrine, les principes généraux du droit	34
1.2. L'organisation des juridictions	35
1.2.1. Introduction: caractères généraux	35
1.2.2. Les différents ordres de juridiction	36
A. L'ordre constitutionnel	36
I. Le Conseil constitutionnel	36

II.	La Haute Cour de justice	37
III.	La Cour de justice de la République	37
B.	L'ordre judiciaire	38
I.	Les juridictions civiles ordinaires	38
1.	Le tribunal de grande instance	38
2.	La Cour d'appel	39
3.	La Cour de cassation	40
II.	Les juridictions civiles d'exception	42
1.	Le tribunal d'instance	42
2.	Le tribunal de commerce	42
3.	Le conseil de prud'hommes	42
4.	Les tribunaux des affaires de sécurité sociale	43
5.	Les tribunaux paritaires des baux ruraux	43
III.	Les juridictions pénales	43
1.	Les juridictions d'instruction	43
2.	Les juridictions de jugement	44
3.	Les juridictions pour mineurs	45
C.	L'ordre administratif	45
I.	Le Conseil d'Etat	46
II.	Les Cours administratives d'appel	47
III.	Les tribunaux administratifs	47
D.	Le Tribunal des Conflits	48
1.3.	Les professions judiciaires	48
A.	Les magistrats et les juges	49
I.	Les magistrats de l'ordre judiciaire	49
II.	Les juges de l'ordre administratif	51
B.	Les auxiliaires de la justice	52
I.	Les activités libérales	52
1.	Les avocats	52
2.	Les administrateurs judiciaires et les mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises	55
II.	Les officiers ministériels	55
III.	Les fonctionnaires	56
1.4.	La littérature juridique	56
1.4.1.	Les recueils de lois	56
1.4.2.	Les recueils de jurisprudence	56
1.4.3.	Les ouvrages de doctrine	57
1.4.4.	Les revues juridiques	58
1.4.5.	Les banques de données	59
	Bibliographie	59

## 2. *Le Droit Public*

2.1. Introduction	61
2.2. Le droit constitutionnel	61
2.2.1. L'histoire du droit constitutionnel	61
2.2.2. Le domaine du droit constitutionnel	63
A. Introduction	63
B. Les droits fondamentaux	64
I. Généralités	64
II. Le contenu des libertés publiques	66
III. La protection juridique des libertés	68
1. Les atteintes portées aux libertés par le législateur	69
2. Les atteintes portées aux libertés par le pouvoir exécutif	69
C. Le système de gouvernement	71
I. Les caractères généraux de la Constitution	72
II. Les organes de l'Etat et leurs compétences	72
1. Le pouvoir exécutif: le Président de la République et le Gouvernement	72
2. Le pouvoir législatif: le Parlement	75
III. Le droit international et le droit communautaire	78
1. Le droit international	78
2. Le droit communautaire	80
IV. La position des partis politiques dans la Constitution	81
V. Le statut des religions	81
VI. Le droit fiscal constitutionnel	82
VII. La théorie des circonstances exceptionnelles	84
1. L'article 16 de la Constitution	84
2. L'article 36 de la Constitution: l'état de siège	85
3. Loi du 3 avril 1955: l'état d'urgence	85
VIII. Les juridictions constitutionnelles	85
Bibliographie	86
2.3. Le droit administratif	87
2.3.1. Le droit administratif général	87
A. Les principes de l'organisation administrative	89
I. Les personnes du droit administratif	89
II. Le régime juridique des personnes de droit public	89

III.	Les relations entre les personnes publiques	90
B.	L'organisation administrative	91
I.	L'Etat	91
II.	Les collectivités territoriales	92
1.	La commune	93
2.	Le département	94
3.	La région	94
4.	Les territoires d'outre-mer	95
III.	Les établissements publics	95
C.	Les obligations de l'administration	96
D.	Les moyens d'action de l'administration	97
I.	L'acte unilatéral	97
1.	Les actes réglementaires	97
2.	Le régime juridique des actes administratifs	98
II.	Le contrat administratif	100
E.	Les modalités d'action de l'administration	102
I.	La police administrative	102
II.	Les services publics	103
1.	Les critères du service public	103
2.	La gestion du service public	104
F.	La responsabilité de l'administration	105
I.	La responsabilité du fonctionnaire	106
II.	La mise en cause de la responsabilité de l'administration	107
G.	Le droit administratif des biens	108
I.	Le domaine public	108
II.	Le pouvoir d'expropriation	109
III.	Les travaux publics	110
2.3.2.	Quelques branches importantes du droit administratif	111
A.	Le droit des collectivités locales	111
B.	Le droit de l'urbanisme	111
I.	Le contrôle de l'utilisation des sols	111
1.	Les schémas directeurs	111
2.	Le plan d'occupation des sols	112
3.	Le certificat d'urbanisme	112
4.	L'autorisation administrative	113
5.	La taxe locale d'équipement	114
II.	L'aménagement urbain	114
C.	Le droit de l'environnement	115
I.	La protection de la nature	116
II.	La lutte contre la pollution	117

III. L'environnement urbain, rural et culturel	117
D. Le droit de la culture et de l'éducation	118
I. Le droit patrimonial de la culture	118
II. La création et la formation intellectuelle	119
III. Le mécénat	119
IV. La propriété littéraire et artistique	119
V. L'éducation	120
E. Le droit des étrangers	120
F. Le droit de la fonction publique	122
G. Le droit des militaires	125
H. Le droit des médias	126
I. La presse	127
II. L'audiovisuel	129
I. Le droit de la voirie et de la circulation routière	129
J. Le droit fiscal	131
I. Les impôts d'Etat	131
1. Les impôts directs	131
2. Les impôts sur la dépense	133
3. Les contributions indirectes	133
4. L'enregistrement	133
5. L'impôt sur la fortune	134
6. La contribution sociale généralisée	134
II. Les impôts locaux	134
2.3.3. Le contentieux administratif	135
A. Le recours pour excès de pouvoir	135
B. Le recours de plein contentieux	136
C. Les conditions de recevabilité des recours	136
D. Les procédures d'urgence	137
I. Le référé	137
II. Le sursis à exécution	137
E. Les caractères généraux de la procédure	137
Bibliographie	139
3. <i>Le droit Pénal</i>	141
3.1. Histoire et évolution du droit pénal	141
A. L'Ancien Régime	141
B. La Révolution	142
C. La codification napoléonienne	142
D. L'évolution du droit pénal depuis la codification	143
E. Le nouveau code pénal	144

3.2. Droit pénal général	145
3.2.1. Les conditions d'application de la loi pénale	145
A. Les principes généraux	146
B. L'application de la loi pénale dans le temps	146
C. L'application de la loi pénale dans l'espace	147
3.2.2. L'infraction	148
3.2.3. La responsabilité pénale	150
A. Les règles générales de la responsabilité pénale	150
I. Les principes	150
II. L'auteur de l'infraction	152
III. Le complice	152
B. Les causes d'irresponsabilité ou d'atténuation de la responsabilité	153
I. Les causes objectives	153
1. La légitime défense	153
2. L'état de nécessité	154
3. L'erreur de droit	154
II. Les causes subjectives	154
1. La contrainte	154
2. Les troubles psychiques	155
3. La minorité	155
C. La responsabilité des personnes morales	155
3.2.4. Les conséquences de l'infraction: la peine	156
A. La nature des peines	156
I. Les peines applicables aux personnes physiques	156
1. Les peines criminelles	156
2. Les peines correctionnelles	156
3. Les peines alternatives	157
4. Les peines contraventionnelles	158
II. Les peines applicables aux personnes morales	158
1. Crimes et délits	159
2. Contraventions	159
B. Le régime des peines	159
I. Le prononcé de la peine	160
1. Le régime de la semi-liberté	160
2. Le sursis	161
3. La dispense de peine	161
4. L'ajournement de la peine	162
II. L'aggravation de la peine	162
III. Le concours d'infractions	163

1. Pour les contraventions	163
2. Pour les crimes et délits	163
IV. La récidive	163
V. L'extinction de la peine et l'effacement des condamnations	165
1. L'extinction de la peine	165
2. L'effacement de la peine	165
3.2.5. La prescription	165
A. La prescription de l'action publique	165
B. La prescription de la peine	166
3.3. Le droit pénal spécial	166
A. Les crimes et les délits contre les personnes	166
I. Le génocide et les autres crimes contre l'humanité	166
1. Le génocide	167
2. Les autres crimes contre l'humanité	167
II. Les atteintes à la personne humaine	167
1. Les atteintes à la vie des personnes	167
2. Les atteintes à l'intégrité physique ou psychique de la personne	168
III. La mise en danger de la personne	169
IV. Les atteintes aux libertés de la personne	169
V. Les atteintes à la dignité de la personne	169
VI. Les atteintes à la personnalité	170
VII. Les atteintes aux mineurs et à la famille	170
B. Les crimes et délits contre les biens	170
I. Les appropriations frauduleuses	170
1. Le vol	171
2. L'extorsion	171
3. Le chantage	171
4. L'escroquerie	171
5. L'abus de confiance	172
II. Les autres atteintes aux biens	172
1. Le recel	172
2. Les destructions	172
3. L'atteinte aux systèmes de traitement automatisé	173
C. Les crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique	173
I. Les atteintes aux intérêts fondamentaux de la nation	173
II. Le terrorisme	174

III.	Les atteintes à l'autorité de l'Etat	174
IV.	Les atteintes à la confiance publique	175
V.	La participation à une association de malfaiteurs	175
3.4.	Le droit pénal des mineurs	175
3.5.	La procédure pénale	176
3.5.1.	Les principes généraux de la procédure pénale	176
A.	Le principe de l'indépendance des juridictions répressives	176
I.	L'indépendance vis à vis de l'Etat	176
II.	L'indépendance à l'égard des justiciables	177
III.	L'absence de spécialisation	177
IV.	Le double degré de juridiction	177
B.	Les principes relatifs à l'action	177
3.5.2.	La poursuite	178
A.	Le rôle de la police judiciaire	178
I.	La constatation des infractions	178
1.	En cas d'infraction flagrante	178
2.	En dehors d'une infraction flagrante	179
II.	L'exécution des commissions rogatoires	179
B.	Le rôle du ministère public	179
C.	Le rôle de la victime	180
3.5.3.	L'instruction	181
A.	Le juge d'instruction	181
B.	La chambre d'accusation	183
3.5.4.	Le procès et le jugement	183
A.	La procédure devant le tribunal de police et le tribunal correctionnel	184
B.	La procédure devant la Cour d'assise	184
C.	Les recours	186
I.	Les recours ordinaires sont l'appel et l'opposition	186
1.	L'appel	186
2.	L'opposition	186
II.	Les recours extraordinaires sont le pourvoi en cassation et le pourvoi en révision	186
1.	Le pourvoi en cassation	186
2.	Le pourvoi en révision	187
3.5.5.	L'exécution du jugement	188
A.	Les modalités d'exécution des peines	188

B. Le suivi de l'exécution des peines: le juge de l'application des peines	189
Bibliographie	190
4. <i>Le droit privé</i>	191
4.1. L'histoire du droit privé	191
4.2. Généralités	192
4.2.1. Les sujets de droit	192
A. Les personnes juridiques	193
B. La capacité des personnes juridiques	193
C. Les droits dont une personne peut être titulaire	194
I. Les droits patrimoniaux	194
II. Les droits extra-patrimoniaux	195
4.2.2. La théorie des actes juridiques	195
A. Les différents types d'actes juridiques	196
I. Les actes juridiques unilatéraux	196
II. Les actes juridiques bilatéraux	196
III. Les actes juridiques collectifs	196
B. Les conditions de validité des actes juridiques	196
I. Le consentement	197
1. L'erreur	197
2. Le dol	197
3. La violence	197
4. Les personnes dont les facultés intellectuelles sont altérées	198
II. La représentation	198
III. L'objet et la cause	198
1. L'objet	199
2. La cause	199
IV. La lésion	200
V. La forme des actes	200
VI. Les nullités	201
C. La prescription	202
4.3. Le régime général des obligations	203
4.3.1. Les obligations contractuelles	203
A. La conclusion du contrat	203
B. Les effets du contrat	204
I. Les effets du contrat à l'égard des parties	204

II.	Les effets du contrat à l'égard des tiers	205
1.	Les tiers au contrat	205
2.	Les exceptions au principe de l'effet relatif du contrat	206
III.	La pluralité de créanciers ou de débiteurs	206
C.	Les conséquences de l'inexécution du contrat	207
I.	L'impossibilité d'exécution	207
II.	L'inexécution du contrat du fait du débiteur	208
1.	L'exécution forcée	209
2.	L'exception d'inexécution	209
3.	La résolution du contrat	209
4.	La responsabilité contractuelle du débiteur	210
4.3.2.	Les obligations d'origine légale	211
A.	Les quasi-contrats	211
I.	La gestion d'affaire	211
II.	Le paiement de l'indu	212
III.	L'enrichissement sans cause	212
B.	La responsabilité délictuelle	213
I.	La responsabilité pour faute	214
II.	La responsabilité du fait d'autrui	215
III.	La responsabilité du fait des choses	216
1.	Le fait de la chose	216
2.	Le gardien	217
3.	Les accidents de la circulation	218
IV.	La réparation du dommage	218
4.3.3.	Le transfert des obligations	219
A.	Le changement de créancier	219
I.	La subrogation	220
II.	La cession de créance	220
B.	Le changement de débiteur	220
4.3.4.	L'extinction des obligations	221
A.	L'extinction des obligations par leur exécution	221
I.	Le paiement volontaire	221
II.	Les moyens indirects de paiement	222
1.	La compensation	222
2.	La novation	222
3.	La dation en paiement	222
B.	L'extinction des obligations en l'absence d'exécution	223
4.4.	Le régime de quelques contrats spéciaux	223
4.4.1.	Le contrat de vente	223

A.	La formation de la vente	224
B.	Les effets de la vente	225
I.	Le transfert de propriété	225
II.	Les obligations de l'acheteur	226
III.	Les obligations du vendeur	226
4.4.2.	Le contrat de bail	228
4.4.3.	Le contrat d'entreprise	230
4.4.4.	Le mandat	232
4.4.5.	La donation	233
4.4.6.	Le contrat entre touristes et agences de voyages	235
4.4.7.	Le droit de la consommation	236
A.	L'information du consommateur	236
B.	La protection du consommateur	236
C.	La défense du consommateur	237
4.5.	Le droit des biens	237
A.	La distinction entre meubles et immeubles	238
I.	Les immeubles	238
II.	Les meubles	239
III.	Le statut juridique des immeubles et des meubles	239
B.	La propriété	240
I.	Les droits réels principaux	240
1.	Le droit de propriété	240
2.	Les démembrements du droit de propriété	242
C.	La possession	243
D.	La façon dont s'acquiert la propriété	244
E.	Les sûretés (droits réels accessoires)	245
4.6.	Le droit de la famille	247
4.6.1.	Le mariage	247
A.	Les conditions de fond du mariage	247
B.	Les conditions de forme du mariage	248
C.	Les nullités du mariage	249
D.	Les droits et obligations des époux	249
E.	Les régimes matrimoniaux	250
4.6.2.	Le divorce	251
A.	Le divorce par consentement mutuel	252
I.	Le divorce sur demande conjointe	252
II.	Le divorce sur demande acceptée	253
B.	Le divorce pour faute	253
C.	Le divorce pour rupture de la vie commune	254
D.	Les effets du divorce	255
4.6.3.	La filiation	257

A. La filiation légitime	257
B. La filiation naturelle	258
I. La reconnaissance d'enfant naturel	259
II. L'action en établissement de la filiation	259
III. L'action à fins de subsides	260
IV. Les droits et les obligations des parents	260
4.6.4. L'adoption	260
A. Les conditions de l'adoption	261
B. Les effets de l'adoption	261
4.7. Le droit des successions	261
A. La succession «ab intestat»	262
B. La succession testamentaire	265
4.8. Le droit international privé	266
4.8.1. La nationalité	266
A. La nationalité d'origine	267
B. L'acquisition de la nationalité française	268
I. L'acquisition de la nationalité française par déclaration	268
II. L'acquisition de la nationalité française par naturalisation	268
C. La perte de la nationalité française	269
4.8.2. Les conflits de lois	269
4.8.3. Les conflits de juridiction	271
Bibliographie	272
4.9. Le droit commercial	274
4.9.1. Les actes de commerce	274
4.9.2. Le commerçant	275
A. Les principes applicables aux commerçants	275
B. Les auxiliaires du commerçant	277
4.9.3. Les personnes morales	278
A. Les règles applicables à la société en général	278
B. Les principales catégories de sociétés	279
I. Les sociétés civiles	280
II. La société en participation	280
III. Les sociétés commerciales	281
1. La société en nom collectif	281
2. La société anonyme	281
3. La société à responsabilité limitée	286
IV. Le groupement d'intérêt économique (GIE)	287
V. Les groupes de sociétés	288
VI. La fusion des sociétés	288
4.9.4. Le fonds de commerce	289

A. La propriété commerciale	289
B. Les droits de propriété industrielle	290
C. Les contrats portant sur le fonds de commerce	291
4.9.5. Le droit de la concurrence	292
4.9.6. Les effets de commerce	292
A. La lettre de change	293
B. Le billet à ordre et le chèque	294
4.9.7. Les entreprises en difficultés (Redressement judiciaire et liquidation judiciaire)	295
A. La prévention des difficultés des entreprises	296
B. Les procédures collectives	297
I. L'ouverture de la procédure	297
II. La saisine du tribunal	297
III. Les organes de la procédure	298
IV. La période d'observation	298
V. Le jugement définitif	299
C. Les sanctions applicables au débiteur	300
4.9.8. Le droit des assurances	301
Bibliographie	303
4.10. Le droit du travail	303
4.10.1. Le développement et les sources du droit du travail	304
A. Le développement du droit du travail	304
B. Les sources du droit du travail	304
4.10.2. Les relations individuelles de travail	305
4.10.3. Les relations collectives de travail	308
4.10.4. Le droit de la sécurité sociale	311
A. L'assurance maladie	311
B. L'assurance vieillesse	312
C. Les prestations familiales	312
D. L'aide sociale	313
Bibliographie	314
4.11. La procédure civile	314
4.11.1. Généralités sur le procès civil	314
4.11.2. Les principes directeurs du procès civil	315
4.11.3. Le déroulement du procès civil	316
4.11.4. L'exécution forcée des jugements	319
4.11.5. Les règles internationales de procédure civile	320
Bibliographie	320
Index	321